



Réf : 512.0-1

Rapport économique 2023 Côte d'Ivoire

Juin 2024

Executive Summary

En 2023, l'économie ivoirienne a fait de nouveau preuve de sa robustesse avec une forte croissance et une amélioration de plusieurs de ses indicateurs économiques. Mais avant tout, dans un contexte régional d'instabilité (coups d'États militaires récents au Mali, en Guinée et au Burkina Faso), la Côte d'Ivoire continue à figurer comme un pôle de stabilité économique et politique en Afrique de l'Ouest. Elle est devenue en 2023 la deuxième économie de la région, derrière le Nigéria et devant le Ghana. En 2023, la croissance du PIB a été très robuste avec une augmentation de 6,5%, au-dessus de la moyenne des pays de l'UEMOA qui se situe à 5.7 %. La Côte d'Ivoire ambitionne prochainement d'atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (*upper middle income country*). L'inflation a également été dans l'ensemble bien maîtrisée avec un taux de 4.4% en 2023 comparé à un taux de 5.2 % l'année précédente.

Derrière cette indéniable réussite macroéconomique, se cachent d'énormes disparités avec 35% de la population vivant sous le seuil de pauvreté et un déclassement de la 159^{ème} la 166^{ème} place de l'indice de développement humain (IDH) du PNUD, notamment à cause de pénuries dans le système de santé – manque de personnel qualifié et d'équipements – mais aussi à cause de la baisse de la scolarisation des enfants. L'économie de la Côte d'Ivoire repose encore très fortement sur l'agriculture et notamment le cacao, dont le pays est le premier producteur avec plus de 40% du marché mondial. Or, la culture des fèves de cacao est en grande majorité le fait de petits producteurs qui travaillent dans des conditions difficiles et peu productives pour des revenus faibles. Cependant, si le secteur primaire reste un pilier essentiel de l'économie ivoirienne, c'est le secteur industriel et manufacturier qui a enregistré le plus fort taux de croissance en 2023 avec notamment d'importants chantiers de travaux publics (ponts, routes, barrages, etc.), l'augmentation d'extraction d'hydrocarbures et l'accroissement de production d'énergie. Ces différents éléments créent un double sentiment d'inégalité, d'une part, entre l'élite économique et politique du pays qui vit dans l'opulence et, d'autre part, entre Abidjan qui concentre la plupart des richesses et des investissements et le reste du pays. Ces inégalités risquent encore de se creuser sous l'effet de l'inflation et de déboucher sur des manifestations de mécontentement social qui pourraient s'exprimer lors des prochaines élections présidentielles de 2025. Le gouvernement ivoirien a continué à investir dans le développement de la Côte d'Ivoire tel que prévu dans le Plan National de Développement (PND) 2021-2025. Ces mesures ont inévitablement augmenté le niveau d'endettement du pays qui est passé à 58% du PIB en 2023, taux qui demeure en dessous du plafond communautaire fixé de 70% par l'UEMOA.

Les Investissements directs étrangers (IDE) ont beaucoup progressé ces dernières années passant de 0,6 % du PIB en 2017 à 1,7 % en 2023. Cela souligne que les entreprises étrangères continuent de croire en les perspectives économiques de la Côte d'Ivoire, pays qui dispose de nombreux atouts, tels qu'un potentiel important d'industrialisation, une économie relativement diversifiée, une stabilité politique et un gouvernement compétent, la découverte d'importants gisements d'hydrocarbures et de métaux précieux et une politique de grands travaux, qui va permettre d'améliorer les infrastructures déjà au-dessus de la moyenne régionale.

Parmi les défis que rencontrent les entreprises européennes et suisses, il faut mentionner la corruption, le harcèlement fiscal, des procédures bureaucratiques peu transparentes ainsi qu'un manque d'indépendance des tribunaux. Actuellement, plus d'une quarantaine d'entreprises suisses sont présentes dans le pays et le stock d'IDE suisses s'élève à 324 millions de CHF. Le commerce bilatéral consiste principalement en des importations d'ivoirien pour une valeur de CHF 1 694 millions en 2023, pour un total des importations de CHF 1 741 millions, ce qui positionne la Suisse comme deuxième marché d'exportation de la Côte d'Ivoire et quatrième partenaire commercial.

TABLE DES MATIÈRES

1	SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	4
2	SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES	6
3	POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	8
3.1	Politique et priorités du pays hôte	8
3.2	Perspectives pour la Suisse	8
4	COMMERCE EXTÉRIEUR.....	9
4.1	Evolution et perspectives générales	9
4.1.1	<i>Commerce de marchandise</i>	9
4.1.2	<i>Production et commerce du cacao</i>	9
4.1.3	<i>Commerce de services</i>	10
4.2	Commerce bilatéral	11
4.2.1	<i>Commerce de marchandises</i>	11
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	11
5.1	Evolution et perspectives générales	11
6	PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	12
6.1	Instruments de la promotion économique extérieure suisse	12
6.2	Intérêt du pays hôte pour la Suisse	13
7	DÉFIS SECTORIELS POUR LES ENTREPRISES SUISSES <i>INTERNE</i>	Error! Bookmark not defined.
8	PROBLÈMES SPÉCIFIQUES D'ENTREPRISES SUISSES <i>INTERNE</i>	Error! Bookmark not defined.
9	CONCLUSION <i>INTERNE</i>	Error! Bookmark not defined.
	ANNEXE 1 – Structure de l'économie	14
	ANNEXE 2 – Principales données économiques	15
	ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux	16
	ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux	17
	ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs	19
	ANNEXE 6 – Entreprises suisses dans le pays hôte <i>INTERNE</i>	20

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

1.1 Situation économique :

L'économie de la Côte d'Ivoire continue d'afficher de bonnes performances grâce à la forte dynamique confirmée depuis plus d'une décennie, avec une croissance du PIB réel de 8,2 % en moyenne sur la période 2012-2019. Même après le choc de la pandémie de Covid-19, la Côte d'Ivoire a fait preuve de résilience, avec une croissance positive de 2 % en 2020 et de 7.1 % en 2021. En dépit du second choc lié à l'invasion russe en Ukraine, l'économie ivoirienne a pu maintenir une croissance de 6,9 % en 2022 et de 6.5 % en 2023. Selon le FMI, la Côte d'Ivoire maintiendra un taux de croissance de l'ordre de 7% (taux tendanciel de moyen terme) en 2024. L'inflation a continué sa tendance à la baisse depuis 2 années : 5,6 % en 2021 à 5.2 % puis 4,4 % en 2023. Selon les dernières prévisions, elle s'établirait à 3.8 % en 2024.

En termes de finances publiques, le déficit budgétaire a été réduit à 5,2% en 2023 contre 6,8% du PIB en 2022, ce qui dépasse toutefois la norme communautaire de 3% fixée par l'UEMOA. La Côte d'Ivoire enregistre en même temps une augmentation de la dette publique sur la période 2019 - 2023, atteignant un ratio de dette/PIB de 58% fin 2023, qui reste toutefois en dessous du maximum de 70% défini par les critères de convergence de l'UEMOA.

L'augmentation de la dette ne semble pas préoccuper particulièrement le gouvernement, car elle reflète les investissements publics des 'Plans nationaux de développement' PND 2016-2020 et PND 2021-2025, qui accompagnent les performances macroéconomiques du pays et une certaine stabilité politique. Toutefois, il faut noter que le service de la dette par rapport aux recettes fiscales est en hausse de 68% (septembre 2023), ce qui constitue une situation à surveiller à court et moyen terme. Pour cette raison, l'année 2024 a été ajustée pour améliorer l'efficacité fiscale et contrôler les dépenses. Le gouvernement a dû prendre des mesures impopulaires en 2023, telles que la réduction et la suppression des subventions aux produits alimentaires et aux carburants, introduites en 2022, ou l'augmentation de 10 % du prix de l'électricité en 2024, afin de maintenir un certain équilibre budgétaire.

La soutenabilité de la dette est essentiellement liée à la confiance dans l'économie du pays et dans la capacité du gouvernement à rembourser sa dette. Concernant la Côte d'Ivoire cette analyse est positive, comme en témoigne la facilité avec laquelle le pays lève des fonds sur les marchés des euro-obligations – 2,6 milliards début 2024 – et sur le marché financier régional de l'UEMOA. Cela se reflète aussi dans le maintien de sa notation souveraine (BB-) par les trois principales agences de notation internationales (S&P, Fitch et Moody's) en 2023 et 2024. La Côte d'Ivoire a ainsi grimpé à la deuxième place des pays les mieux notés en Afrique subsaharienne, après le Botswana (BBB+). D'ailleurs, en mai 2024 S&P a revu la tendance pour la Côte d'Ivoire de BB- stable à BB- positif. La Côte d'Ivoire peut donc actuellement emprunter à des taux d'intérêt relativement bas. C'est dans ce contexte que la Côte d'Ivoire a obtenu en mai 2023 un prêt du FMI de USD 3,5 milliards sur 40 mois pour soutenir le secteur privé, diversifier l'économie et améliorer le climat des affaires. L'objectif est d'approfondir la transformation économique du pays, ce qui devrait permettre à la Côte d'Ivoire d'atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

Toujours dans le thème de la politique fiscale, un des problèmes majeurs de l'économie ivoirienne est son haut taux d'informalité, estimé jusqu'à 90% du PIB. Une plus haute formalisation permettrait d'augmenter les recettes fiscales du pays et de baisser son besoin de financement par la dette. Mais la formalisation de l'économie est un processus difficile, pour des raisons techniques et administratives mais aussi à cause de l'impopularité que représenterait la généralisation des taxes telles que la TVA auprès des petits commerçants.

Il est aussi important de mentionner que la sous-région est de plus en plus troublée par l'insécurité et l'instabilité croissante (terrorisme au Burkina Faso, Mali et Niger, détérioration des relations des états du Sahel avec leurs voisins côtiers du Golfe de Guinée, pressions migratoires accrues), et que dans ce contexte la Côte d'Ivoire apparaît comme l'un des principaux pôles de stabilité économique et politique dans la région. D'ailleurs, une politique active de réconciliation a permis au pays de retrouver une certaine sérénité, comme en témoignent les élections régionales et municipales de septembre 2023, qui se sont déroulées sans incidents majeurs. Les résultats de ces élections ont vu le parti au pouvoir, le RHDP, consolider sa position sur l'ensemble du territoire, devenant le quasi parti unique du pays. Toutefois, les seules élections qui comptent vraiment en Côte d'Ivoire sont les Présidentielles, dont les prochaines sont prévues en octobre 2025. La campagne et le déroulement de ces élections seront le véritable test de la solidité de cette réconciliation.

1.2 Développements de la politique économique

Les actions du gouvernement en 2023-2024 se sont fondamentalement concentrées sur le PND 2021-2025, le gouvernement continuant à mener des actions pour accélérer la transformation structurelle de l'économie, comme plusieurs projets d'appui au développement du secteur privé, mais aussi pour réduire la pauvreté et stimuler l'investissement à l'horizon 2025. Le PND est évalué à un total de 59 000 milliards de francs CFA (90 milliards de francs suisses), dont 74% proviendraient des investissements du secteur privé. Des efforts conséquents de sécurité et de développement communautaire ont aussi été fournis au nord ainsi que dans le domaine social partout dans le pays, particulièrement dans la santé et l'éducation.

De plus, des grands projets d'infrastructures ont continué en 2023 et 2024 et d'importants investissements ont été réalisés à Abidjan et dans d'autres villes du pays. L'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), qui s'est déroulée du 13 janvier au 11 février 2024, a également été au cœur de la politique gouvernementale durant la période sous revue. En effet, cet événement a été un grand succès pour le gouvernement actuel, car au-delà d'avoir remporté la compétition, la CAN a été qualifiée comme la meilleure jamais organisée en raison de la qualité des infrastructures, de l'organisation quasi irréprochable et du haut niveau de sécurité qui ont également contribué à véhiculer une image moderne et performante du pays. Cela a toutefois coûté très cher à la Côte d'Ivoire et actuellement le Syndicat national des fournisseurs de l'État de Côte d'Ivoire (Synafeci) se plaint d'impayés à hauteur de 1.2 milliards CHF.

Dans un contexte fortement marqué par des facteurs exogènes, la Côte d'Ivoire devra impérativement s'atteler aux défis persistants suivants afin de s'assurer une croissance durable et inclusive :

- Accompagner les investissements, notamment dans les infrastructures de transport, de santé et d'éducation, par du personnel formé et qualifié, des équipements et de la maintenance.
- S'autonomiser des financements internationaux. Environ 15% du budget de la Côte d'Ivoire provient de l'aide au développement et au désendettement. La balance des paiements ainsi que les capacités d'absorption du pays sont négatives, ce qui peut poser de sérieux problèmes à long terme.
- Continuer d'assurer une stabilité budgétaire et macro-économique pour dégager les ressources nécessaires au développement des infrastructures pour rendre l'économie plus compétitive et socialement plus inclusive. Les répercussions de la guerre en Ukraine, l'augmentation des taux d'intérêts et l'instabilité dans la région pourraient continuer à avoir un impact négatif sur les perspectives macroéconomiques. D'un autre côté, la découverte de plusieurs gisements de pétrole et de gaz off-shore (exploités par le groupe pétrolier italien ENI et son partenaire ivoirien Petroci) aura certainement un impact positif, en tout cas au début, sur les finances publiques. Cette manne sera accrue par l'exploitation prévue pour 2027 du plus grand gisement d'or de Côte d'Ivoire

découvert très récemment en mai 2024 dans le district de Woroba et qui a vocation à devenir 3^{ème} mine d'or de l'Afrique de l'Ouest.

- Stimuler les ressources domestiques en agrandissant l'assiette fiscale (digitalisation des impôts, formalisation de l'économie, diminution des exonérations). Malgré plusieurs réformes administratives pour améliorer les conditions de déclaration et de paiement d'impôt, dont la mise en place de plateformes numériques, la récolte de recettes fiscales restent bien en dessous de son potentiel.
- Augmenter l'attractivité des investissements privés en diminuant les barrières à l'investissement (coût de transports/logistiques, accès aux crédits, accès au marché, corruption, harcèlement fiscal, informations).
- Stimuler le secteur privé et la création de produits à plus haute valeur ajoutée par la transformation locale, l'industrialisation et l'exploitation du potentiel de diversification.
- Améliorer le niveau d'éducation de la population. En effet, le taux d'alphabétisation en Côte d'Ivoire est assez faible, avoisinant les 50%, contre 77% au Ghana. Ceci reflète de manière générale un système éducatif avec fort potentiel d'amélioration. Avec une pénurie de ressources humaines qualifiées, le développement socio-économique du pays est fortement entravé.
- L'adaptation de sa production agricole pour répondre aux nouvelles règles européennes interdisant la vente en Europe de produits issus de la déforestation, qui entrera en vigueur le 31 décembre 2024. Ceci touche particulièrement le cacao et le café ivoirien.

Les efforts pour améliorer les infrastructures de base comme l'accès à l'électricité et à l'eau (élément aussi clé pour la production industrielle) sont primordiaux. Selon la Banque mondiale, après la crise post-électorale de 2011, seulement 34% de la population avait accès à l'électricité, alors qu'en 2022, 94.5% des Ivoiriens vivant en zone urbaine sont connectés au réseau, contre 43.1% en milieu rural. En effet, en décidant de privatiser une partie de son secteur électrique, la Côte d'Ivoire a réussi à développer l'une des meilleures capacités de production du continent en 20 ans, en utilisant également une énergie plus propre. Cette tendance a toutefois connu une régression à partir d'avril 2024 : des pannes chez les principaux producteurs d'électricité de Côte d'Ivoire ont mené à une diminution de 22% de l'électricité produite. Des coupures de courant de plusieurs heures ont lieu quotidiennement, touchant principalement les grands sites industriels. Par exemple le site de transformation de cacao de Barry Callebaut subit des coupures de 22h à 6h du matin et perd ainsi 10% de sa production. Les prévisions positives prévoient un retour à la normale dans les mois à venir, les plus pessimistes quant à elles estiment que la situation de pénurie pourrait durer jusqu'à la fin de l'année.

En ce qui concerne ses atouts, la Côte d'Ivoire dispose d'un potentiel important de transformation structurelle de son économie. De fait, elle peut se tourner vers des activités agricoles plus productives, des activités industrielles ainsi que vers le domaine des services générant plus d'emplois et de valeur ajoutée. Les infrastructures, surtout autour d'Abidjan, la locomotive économique du pays, sont au-dessus de la moyenne dans la sous-région. Les potentialités pour l'implantation d'entreprises étrangères en Côte d'Ivoire existent pour tous ces secteurs d'activités comme le démontrent leur forte présence et les investissements qu'elles continuent de consentir dans le pays (voir plus bas).

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

Malgré les efforts du gouvernement, au cours de la période 2020-2023 la configuration économique de la Côte d'Ivoire reste inchangée : Les données provisoires pour l'année de 2024 indiquent que 15,3 % du PIB de la Côte d'Ivoire provient du secteur primaire, 23,6 % du secteur secondaire, 40.1 % du secteur tertiaire et 21 % du secteur droit, taxes et services non marchand.

Dans le cadre du PND 2021-2025 (cf. §1 ci-dessus) le gouvernement ivoirien a identifié sept grappes industrielles comme prioritaires : 1) Agro-industrie ; 2) Chimie-Plasturgie ; 3) Matériaux de construction ; 4) Pharmacie ; 5) Industrie textile ; 6) Emballages ; 7) Pièces de recharge et

automobile. Le PND définit également l'industrie du tourisme et des loisirs, l'économie numérique et l'industrie créative comme d'autres niches de croissance prioritaires à exploiter à moyen et long terme.

Pour ce qui concerne le secteur primaire, qui emploie 45% de la population active, la croissance en 2023 était négative avec un niveau de -4.1%. Ceci est principalement dû à une baisse de la production de fèves de cacao (-22.8% - voir les causes au point 4.1.2) et de café (-52.6%). Il est important de rappeler que le **cacao** est l'un des piliers de l'économie ivoirienne représentant 75% des exportations. A cela s'ajoute la **nouvelle directive européenne** applicable dès décembre 2024, qui interdira la vente en Europe de produits issus de la déforestation, et le cacao est spécialement concerné. Cette directive ne s'applique pas uniquement aux matières premières, mais aussi aux produits finis fabriqués à partir de ces matières, les producteurs suisses de chocolat devront donc l'appliquer pour continuer à exporter vers l'UE. De plus, la nouvelle loi de l'UE risque de faire augmenter le prix du cacao si une partie des producteurs est éliminée du marché suite à leur incapacité de se conformer à la nouvelle loi ou bien si la nouvelle loi exige des adaptations structurelles importantes (par ex. mise en œuvre de mécanismes de traçabilité). La Côte d'Ivoire est également premier producteur mondial de **noix de cajou** brutes (non décortiquées), qui est depuis 2022 le deuxième produit agricole d'exportation. La production a augmenté de 19% en 2023. Le taux de transformation locale se situe autour de 20% des volumes produits (le reste est exporté en Asie pour être décortiqué et assaisonné).

L'approche du gouvernement en matière agricole se construit autour du Programme National d'Investissement Agricole de deuxième génération (PNIA 2), dont les objectifs ont été déclinés en six programmes d'investissement représentant 4325,4 milliards FCFA (soit 6,54 milliards CHF) sur la période 2018-2025. Le PNIA 2 promeut une politique de transformation locale des produits agricoles en produits semi-finis.

Grâce à un climat favorable, le potentiel de développement de l'agro-industrie en Côte d'Ivoire est immense. La Côte d'Ivoire aurait également intérêt à diversifier sa production agricole bénéficiant d'un climat qui peut lui assurer plusieurs récoltes par an de plusieurs produits vivriers. La dépendance au cacao et à la noix de cajou pourrait être rompue, étant donné les nombreuses alternatives, plus porteuses en termes d'agro-industrie.

Le secteur secondaire a connu une croissance soutenue de 10.3%. Cette forte croissance se base principalement sur la croissance du secteur BTP (+20.9%), l'énergie (+23.9%) – principalement l'électricité et le gaz – et les produits pétroliers (+15%). Du point de vue des hydrocarbures, c'est surtout la découverte en 2021 du gisement « Baleine » et le lancement de son exploitation en août 2023 qui a permis d'augmenter fortement la production de pétrole brut et de gaz. Vient s'ajouter à cela la découverte toute récente du gisement Calao qui serait très riche en gaz naturel.

Le démarrage en 2022 de plusieurs chantiers de travaux publics (ponts, routes, barrages, etc.) a contribué à faire passer le taux de croissance du secteur secondaire de 4,7 % en 2021 à 11,1 % en 2022 et 10.3% en 2023. De manière générale, la politique de grands travaux voulue par l'état ivoirien, doit répondre à de nombreux besoins dans le pays tels que la pénurie de logements, le renouvellement des infrastructures routières (routes, ponts, etc.) ou bien l'urbanisation et le développement des villes. D'autres projets plus ciblés (construction de stades pour la CAN, construction de complexes hôteliers, etc.) ont accéléré la demande en 2023.

Le secteur tertiaire, quant à lui, demeure incontestablement le pilier de l'économie et a connu une croissance considérable de 8.6%. Le secteur tertiaire contribue de manière significative au PIB du pays (47,6%) et emploie 44% de la population. Le commerce, un des principaux composants du secteur tertiaire, a ainsi augmenté de 9.9% en 2023 selon le Rapport économique et financier du Ministère ivoirien de l'économie. Aussi, dans le secteur du transport

on peut observer des évolutions positives (+9.3%), notamment dû à des investissements dans le secteur secondaire soutenant cette évolution (agrandissements de ports, ouverture de nouvelles lignes aériennes, etc.). Ainsi, le trafic aérien a connu une hausse de ses passagers commerciaux de 20%. Le secteur maritime connaît aussi une croissance considérable de +12%, notamment grâce à la bonne performance des ports d'Abidjan et de San Pedro. C'est le ferroviaire qui chute de 16.5%, surtout à cause de la réduction des échanges avec le Burkina Faso suite à la fermeture de la ligne de chemin de fer reliant Abidjan à Ouagadougou.

L'économie numérique figure aussi en bonne place dans l'agenda politique. En effet, l'ambition du gouvernement ivoirien est de faire de la Côte d'Ivoire le hub régional de la transformation numérique. Pour ce faire, il a mis en place la Stratégie Nationale de Développement Numérique en Côte d'Ivoire (2021-2025), qui comprend le développement des infrastructures numériques, des services et des compétences numériques, de l'environnement des affaires dans l'économie numérique, de l'innovation et de la cybersécurité. Au début de l'année 2024, le Ministre ivoirien de la Transition numérique a annoncé des réformes majeures pour l'horizon 2025. En font partie la mise en service de 5'200 kilomètres de fibre optique, l'augmentation de la couverture du réseau 4G, la restructuration de la nouvelle poste mais aussi la mise en œuvre de la nouvelle loi sur les start-ups de 2023, qui prévoit un éventail de mesures d'accompagnement des startups numériques, allant des avantages fiscaux et douaniers à l'assistance dans la levée de fonds. Par ailleurs, selon la Banque mondiale, la Côte d'Ivoire peut compter sur l'économie numérique pour générer plus de 5,5 milliards de dollars d'ici 2025 et plus de 20 milliards de dollars d'ici 2050. Selon la Banque Mondiale, ces gains pourraient être encore plus importants si les pouvoirs publics et le secteur privé intensifient leurs investissements.

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

Avec un PIB de 86,11 milliards de dollars projeté par le FMI pour 2024, la Côte d'Ivoire conserve sa place de deuxième économie de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), derrière le Nigéria, et de première économie de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Au niveau continental, la Côte d'Ivoire se situe au 9ème rang, juste devant la Tanzanie et derrière l'Angola.

La Côte d'Ivoire a conclu un accord de partenariat économique (APE) bilatéral avec l'UE après l'échec des négociations d'un APE régional entre la CEDEAO et l'UE, principalement dû à l'opposition du Nigéria. Ratifié en août 2021, cet APE intérimaire prévoit que l'UE ouvre totalement son marché et que la Côte d'Ivoire réduise progressivement ses droits de douane sur les importations européennes de 75 % sur une période de 20 ans. En avril 2024, la troisième phase de l'abolition progressive des tarifs douaniers a été lancée, ce qui portera le nombre de lignes tarifaires traités de 2'305 à 3'385 sur un total prévu de 5'600.

3.2 Perspectives pour la Suisse

L'abaissement progressif des tarifs douaniers entre l'UE et la CEDEAO dans le cadre des APE constitue un défi supplémentaire à long terme pour les entreprises suisses, qui sont désavantagées par rapport à leurs concurrents européens. En effet, la Suisse accorde de son côté des tarifs préférentiels unilatéraux à plusieurs pays de la région dans le cadre du système généralisé de préférences. A noter que jusqu'à présent le volume des exportations de la Suisse vers la Côte d'Ivoire demeure au niveau de 2021 et ne s'est donc pas encore détérioré.

Mais, à moyen et long terme, il semble urgent et pertinent d'investir dans des traités bilatéraux de libre-échange visant à établir des tarifs préférentiels sur une base réciproque entre l'AELE et la CEDEAO, qui comprend des pays présentant un fort intérêt économique pour notre économie, tels que la Côte d'Ivoire, le Nigéria et potentiellement le Ghana. Cette approche est essentielle pour obtenir des avantages comparatifs par rapport aux entreprises de l'UE.

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

4.1.1 Commerce de marchandise

Selon la Direction des Douanes ivoiriennes (DDI), la balance commerciale (hors services) a enregistré un déficit de - 290 milliards FCFA (- 430 millions CHF) ce qui représente une nette amélioration par rapport au fort déficit de l'année 2022 se montant à -1'010 milliards FCFA. Notons que l'année 2022 était un cas particulier, marqué par la forte appréciation des prix des marchandises importées, en particulier le pétrole brut. De 2019 à 2021, la Côte d'Ivoire avait sinon toujours enregistré une balance commerciale (hors services) positive.

En 2023, les exportations de biens ont connu une croissance significative, atteignant 11'130 milliards FCFA (16.5 milliards CHF) en 2023 par rapport aux 10'210 milliards FCFA de l'année précédente. Cette augmentation est principalement due à l'augmentation de ventes de produits transformés de +17% (cacao transf. + 37%, cajou transf. + 23%, or brut transf. + 20%). Parallèlement, les importations ont également augmenté, passant de 11'220 milliards FCFA à 11'420 milliards FCFA (16.9 milliards CHF) dans la période sous revue.

Les principaux produits **exportés** en 2023 sont les matières premières. En particulier, les exportations sont constituées de cacao et préparations à base de cacao (31,6%) ; de produits pétroliers et de pétrole brut (14,8%) ; d'or (12. 8%) ; caoutchouc et ouvrages en caoutchouc (11,2%) ; fruits comestibles ; écorces d'agrumes ou de melons (7,5%, inclue aussi la noix de cajou) ; graisses et huiles animales ou végétales ; produits de leur dissociation ; matières grasses comestibles (3,4%).

Les principaux produits **importés** en 2023 sont les combustibles fossiles et les produits plus complexes des secteurs industriel et manufacturier. En particulier, les importations sont constituées de combustibles minéraux, d'huiles minérales, de matériaux bitumineux (27%) ; machines, appareils et équipements mécaniques, réacteurs nucléaires, chaudières, etc. (6.8%) ; céréales (6,5%) ; automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs pièces détachées, etc. (6,2%).

En ce qui concerne la structure des échanges sur l'année 2023, selon la Direction des douanes ivoiriennes, la Côte d'Ivoire a importé principalement de la Chine (14.8%), du Nigéria (14%) et de la France (5.5%). Sur la même période, la Côte d'Ivoire a exporté surtout vers les Pays-Bas (11.5% des exp.), la Suisse (10.6%) et le Mali (8.7%).

La Suisse passe de 3^{ème} partenaire commercial pour la Côte d'Ivoire en 2022 à 4^{ème} en 2023, notamment à cause du fort accroissement des importations depuis le Nigéria. La liste est menée par la Chine, le Nigéria et les Pays-Bas - lieu de transit principal (port de Rotterdam) pour le cacao à destination de l'Europe. De 2022 à 2023, la Côte d'Ivoire est montée de 6 positions dans le classement des principaux exportateurs vers la Suisse suite à l'augmentation importante d'achats d'or ivoirien.

4.1.2 Production et commerce du cacao

La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao, avec une part du marché mondial estimée à 43 % en 2023. Le cacao (fèves et pâte) reste le pilier du commerce ivoirien et sa culture fait toujours vivre plus de six millions de personnes.

A ce sujet, la campagne cacaoyère 2022-2023 a été marquée par une réduction de l'offre de fèves de cacao, en Côte d'Ivoire et au Ghana. Cette situation s'explique par les fortes pluies qui se sont abattues sur les zones de culture du cacao et qui ont retardé la récolte intermédiaire (avril-septembre 2023). L'humidité excessive favorise la propagation de l'épidémie de cabosses

noires, qui endommage les plantations. La baisse des rendements est également due au coût élevé des engrais, qui limite leur utilisation. Mais surtout, la Côte d'Ivoire est confrontée à des défis plus structurels tels que le changement climatique et le vieillissement des stocks d'arbres, qui menacent la production de cacao à long terme.

La baisse de la production en 2023-2024 a entraîné une hausse continue des prix des fèves de cacao sur le marché boursier jusqu'au premier semestre 2024, où les prix ont dépassé 11 000 dollars la tonne (6 787 110 FCFA) en avril. Le prix du marché a été près de 7 fois supérieur au prix de 1.000 XOF payé aux producteurs selon le barème fixé à l'avance par le Conseil Café Cacao. Ce mécanisme, mis en place a priori pour protéger les planteurs contre la spéculation, ne leur a pas permis de bénéficier de la flambée des prix du marché, et ce décalage a incité certains planteurs à vendre des volumes de cacao déjà engagés dans des circuits parallèles, notamment via le Liberia ou la Guinée. D'ailleurs, quelque 150 000 tonnes de cacao auraient « disparu », aggravant la rareté de l'offre et donc le prix. Le gouvernement a réagi début avril 2024 en augmentant le prix fixe payé aux producteurs à 1 500 XOF/kg pour les ventes de la seconde moitié de la récolte. En termes d'image, la polémique sur l'insuffisance du prix payé aux planteurs a été vigoureusement relancée.

4.1.3 Commerce de services

Les données concernant le commerce de services pour 2023 ne sont pas encore disponibles. En tant que membre de l'OMC, la Côte d'Ivoire applique la législation internationale en la matière. Selon les statistiques publiées par l'OMC, la balance des services est fortement déficitaire : entre 2013 et 2020, elle se situe entre 2 et 2,4 milliards de USD, et le déficit a encore augmenté depuis 2021. La balance des services a ainsi atteint un déficit de -2.7 milliards CHF en 2021, - 2.56 milliards CHF en 2022 et - 3.1 milliards CHF en 2023 (estimation). A noter que cette situation n'est pas surprenante étant donné que la Côte d'Ivoire ne possède pas ou peu d'entreprises en matière de services capables de jouer un rôle transnational. Bien au contraire, les marchés du secteur bancaire, des assurances ou encore des télécoms sont pour la plupart en mains étrangères (France, Maroc, Nigéria, etc.). Les modestes exports de la Côte d'Ivoire sont composés à 39.2% de la catégorie « transports », à 25.4 % de « voyage » et 26.9% « d'autres services ».

Secteur du tourisme

En 2022 la Côte d'Ivoire était la huitième destination touristique en Afrique et le tourisme représentait 6% de son PIB. Déjà conscient en 2018 du fort potentiel sous-exploité que possède la branche du tourisme non-commercial en Côte d'Ivoire – sa version commerciale étant déjà fortement développée – le gouvernement a lancé l'initiative « Sublime Côte d'Ivoire » qui prévoit un investissement total de 3'200 milliards FCFA (4.77 milliards CHF) jusqu'en 2025. L'état doit y contribuer à un peu moins de la moitié de cette somme, le reste étant pris en charge par le secteur privé. L'objectif est de devenir jusqu'en 2025 la 5^{ème} destination touristique d'Afrique avec 5 millions de visiteurs internationaux annuels.

La réalisation de cette initiative avance à grand pas puisqu'en 2023 a été achevée la rénovation de la « Côtère » – route nationale du littoral Ouest, qui relie Abidjan à San Pedro, deuxième port du pays. Pour ces travaux, le gouvernement a déboursé 308 milliards FCFA (460 millions CHF). Ceci ouvre la porte au développement du tourisme sur la majeure partie du littoral ivoirien. La CAN a aussi eu un impact favorable fort sur les perspectives du tourisme en Côte d'Ivoire, puisque d'une part des investissements massifs dans l'hôtellerie ont eu lieu pour l'accueil des spectateurs et des équipes, et que d'autre part la visibilité de la Côte d'Ivoire a fortement augmenté à l'international.

Il en résulte que le gouvernement ivoirien prévoit une part du tourisme au PIB de 8% pour l'année 2024, donc 2% de plus par rapport à 2022, et s'attend à voir ce pourcentage augmenter dans les années à venir. Mais pour atteindre ces objectifs optimistes, les autorités ivoiriennes

devront s'attaquer à des défis importants pour le développement du tourisme, comme par exemple l'assainissement des plages ou la formation de personnel qualifié dans le secteur hôtelier. Cet effort devra être d'autant plus important que la Côte d'Ivoire ne dispose pas d'une attraction touristique majeure (site ou monument) qui motiverait de la choisir comme destination.

4.2 Commerce bilatéral

4.2.1 Commerce de marchandises

En 2023, selon les estimations de l'Office fédéral de la douane, la Suisse et la Côte d'Ivoire ont échangé pour 1.79 milliards de CHF alors que les deux pays avaient échangé pour 1.41 milliards en 2022. Les importations en Suisse ont augmenté de 26 % en 2023 et s'élèvent à 1'74 milliards de CHF. Les exportations vers la Côte d'Ivoire ont augmenté de 30.4% et représentent 46.5 millions de CHF.

Cependant, ces chiffres sont trompeurs sachant que les importations d'or contribuent pour une très large majorité de ces échanges (1.694 milliards CHF). Celles-ci ont fortement augmenté de 2022 à 2023, ce qui peut être perçu comme un substitut partiel du recul des importations aurifères du Burkina Faso (2.89 milliards en 2022, 2.68 milliards en 2023). Les importations burkinabés sont en déclin depuis la dégradation de la situation sécuritaire.

Le chiffre précité des importations suisses de 1'74 milliards de CHF se réduit à 47 millions de CHF si on exclut l'or. Ces 47 millions sont notamment constitués de 13.6 millions de cacao (+ 35% par rapport à l'année 2022), 12.2 millions de noix et fruits comestibles (dont noix de cajou), 10.7 millions de graisses végétales et animales et 7.8 millions d'hydrocarbures. A noter que les importations de cacao ivoirien en Suisse sont en réalité bien plus élevées car une grande partie transite par les Pays-Bas, le pays vers lequel la Côte d'Ivoire exporte le plus, ou par la Belgique.

En 2023, la Côte d'Ivoire était le 48ème partenaire mondial de la Suisse si l'on inclut les importations en Suisse d'or et 97ème si l'on exclut. Cependant au niveau africain, la Côte d'Ivoire est le 4^{ème} partenaire commercial de la Suisse. Au niveau des exportations, la Côte d'Ivoire était le 100^{ème} partenaire de la Suisse en 2023. Les exportations de la Suisse vers la Côte d'Ivoire s'élevaient à 46.5 millions CHF en 2023. Une augmentation de 11 millions par rapport à 2022 (+30%) et qui fait remonter les exportations suisses à leur niveau de 2021. Les machines représentent un tiers des marchandises, avec des exportations qui s'élèvent à 15.9 millions de CHF, soit une augmentation de +66% par rapport à 2022. Les montres (7.6 millions), les cosmétiques (6.3 millions) et les produits pharmaceutiques (5.6 millions) suivent.

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

Les investissements publics et investissements directs étrangers (IDE) sont globalement à la hausse sur les dernières années. En ce qui concerne les flux de IDE en Côte d'Ivoire, la Banque mondiale indique qu'ils sont passés de 0.6 % du PIB en 2017 à 1.8 % en 2022 et devraient représenter 1.7 % en 2023 (données provisoires du FMI).

Les autorités ivoiriennes soulignent les efforts qu'elles ont entrepris ces dernières années afin d'améliorer le climat des affaires et faire accroître les investissements directs dans le pays, p.ex. par la création d'entreprises en 24 heures avec des formalités et des coûts très avantageux, l'obtention de permis de construire en moins d'un mois et la faculté de s'acquitter de ses impôts et autres taxes par une procédure facilitée. De plus, en juin 2023 a été lancé l'exécution du Programme d'Amélioration du Climat des Affaires (PACA) qui a été élaboré avec l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD). Celle-ci met à disposition l'équivalent de 12 millions CHF au gouvernement ivoirien pour réaliser les objectifs définis dans le PACA (digitalisation de

l'économie, facilitation de l'accès aux marchés nationaux et d'exportation, facilitation de l'accès au financement pour activités à valeur ajoutée, etc.).

Dans le sens de l'amélioration du climat des affaires, on peut observer que le pays fait des efforts dans la lutte anti-corruption. Ainsi le pays a gagné 3 points et 12 places dans l'indice de perception de la corruption (IPC) produit par l'ONG Transparency International : d'un score de 37/100 à un score de 40/100 et du 99^{ème} rang au 87^{ème} rang. L'objectif fixé par la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG) et d'atteindre d'ici 2026 un indice de 50/100. Cependant, la dissolution du Ministère de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption en 2023, à cause d'une prétendue redondance avec la HABG, donne un signal négatif sur la volonté politique du gouvernement de lutter contre la corruption. Cela se confirme par une forte baisse de la visibilité de l'ex-Ministre de la bonne gouvernance devenu président de la HABG.

5.2 Investissements bilatéraux

La Suisse est un partenaire économique important de la Côte d'Ivoire se rangeant parmi les IDE les plus élevés. Les stocks d'IDE suisses en Côte d'Ivoire en 2022 étaient légèrement plus bas que durant les deux années précédentes (2020-2021) et s'élevaient à 324 millions CHF selon la Banque Nationale Suisse. En ce qui concerne les IDE pour 2023 en général, les chiffres ne sont pas encore disponibles mais on peut estimer qu'ils seront probablement en augmentation si l'on en juge la trajectoire économique positive du pays.

La Suisse jouit d'une forte présence en Côte d'Ivoire avec plus d'une quarantaine d'entreprises présentes sur l'ensemble du territoire, dont plusieurs grandes entreprises (MSC, SGS, Nestlé, Roche, Novartis, Holcim et Bühler). Parmi les développements récents des entreprises suisses en Côte d'Ivoire, on peut mentionner : **SICPA** a conclu en mai 2024 un accord avec le Ministère du Commerce et de l'Industrie pour mettre en place un système de traçabilité des paquets de cigarettes devant permettre de lutter contre le trafic illicite et de mieux 'encaisser les taxes sur le tabac. **Roche** envisage d'implanter sa branche **Roche Diagnostics** en Côte d'Ivoire. **Bühler** renforce sa présence dans la transformation du cacao avec la livraison en avril 2024 de deux torréfacteurs haute performance (pour mémoire Bühler avait vendu en octobre 2022 pour 25 millions de CHF d'équipements de transformation de cacao). A l'inverse, **SwissRe** vient tout juste d'annoncer qu'elle fermait son bureau de représentation à Abidjan. Les raisons de cette décision ne nous sont pas connues.

La **SERV** garantit actuellement un projet en Côte d'Ivoire visant à acheminer et à distribuer de l'eau potable dans 67 villages grâce notamment à la construction de 111 puits. Ce projet est mis en œuvre par la filiale suisse de l'entreprise Israélienne Rimon. Le sous-contractant principal, pour ~1/3 du projet, est l'entreprise suisse AquaSwiss. En termes de garantie des risques à l'exportation la Côte d'Ivoire est notée 5 sur 7 par la SERV (7 étant le plus risqué).

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

La Côte d'Ivoire n'est pas un pays prioritaire pour les acteurs de la promotion économique suisse (Suisse Tourisme, PRS, Switzerland Global Enterprise). Et cela est dommage. Toutes les ambassades européennes de taille comparable à celle de la Suisse à Abidjan dispose d'un conseiller économique. Les opportunités sont là et la Suisse devrait y accorder beaucoup plus d'attention. L'Ambassade fait tout ce qui est en son pouvoir pour répondre à la demande des entreprises.

Une délégation d'entreprises suisses conduite par l'ambassadeur Ivo Germann, directeur des affaires économiques extérieures au Seco, s'est rendue en Côte d'Ivoire du 22 au 26 mai 2024.

La délégation était composée de 15 représentants des secteurs pharmaceutique, technologique, agricole, financier, des infrastructures, du textile et des communications, ainsi que des associations professionnelles suisses. L'objectif des différentes réunions était de mieux comprendre l'environnement économique et financier de la Côte d'Ivoire, en vue de futurs investissements. La délégation a été reçue par le Ministre du Commerce et de l'Industrie et le Ministre de l'Economie, de la Planification et du Développement. A ces occasions, plusieurs membres de la délégation ont pu faire valoir des cas spécifiques liés à leurs entreprises et obtenir des réponses ou des rendez-vous. La délégation a également rencontré les représentants de l'association faïtière du patronat ivoirien (CGECI) et ceux de l'organe de promotion des investissements (CEPICI). Cette visite, qui a d'ailleurs reçu une forte attention de la part des médias ivoiriens, a permis aux représentants des entreprises suisses de se faire une idée beaucoup plus précise du dynamisme économique du pays. L'Ambassadeur Germann est ainsi arrivé à la conclusion que la Côte d'Ivoire est un partenaire privilégié en Afrique de l'Ouest et un partenaire pertinent pour la Suisse. Cette visite était d'autant plus opportune qu'elle avait été plusieurs fois repoussée et qu'entretiens nos concurrents européens ont fait venir régulièrement d'importantes délégations économiques en Côte d'Ivoire.

Il existe une Chambre de commerce suisse en Côte d'Ivoire (Swisscham), dont l'objectif principal est de réunir les représentants d'entreprises suisses ou ayant des activités en lien avec la Suisse. Elle a aussi pour mandat de promouvoir le positionnement spécifique des entreprises suisses, notamment en termes d'innovation, de qualité et de compétitivité. Pour les aspects plus institutionnels, les entreprises suisses peuvent compter sur la chambre de commerce européenne (Eurocham), avec laquelle la Swisscham a un accord de partenariat depuis 2016. M. Fabio Politi, Directeur Général de MSC Côte d'Ivoire, est le Président de la Swisscham. A noter qu'en décembre 2023, Swisscham a récupéré les contributions des entreprises suisses accumulées depuis plusieurs années, bloquées sur un compte à la banque BICICI, pour un montant total de 14.991.600,00 XOF.

6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

Bien que la Suisse jouisse d'une image très favorable en Côte d'Ivoire au vu notamment des liens particuliers qu'entretenait le président fondateur Felix Houphouët-Boigny, il n'y a pas lieu de penser que la Suisse puisse devenir un réel lieu de villégiature pour la grande majorité des ivoiriens vu son faible pouvoir d'achat. Cela dit, les élites du pays s'y rendent fréquemment et la Genève internationale attire son lot de visites officielles. De plus, l'abolition des visas pour les titulaires de passeport diplomatiques ou de services en février 2023 devraient à terme augmenter le nombre de visites officielles en Suisse.

En termes d'éducation et de recherche, la Suisse est perçue très favorablement et a une carte additionnelle à jouer. De manière générale, les étudiants et chercheurs ivoiriens sont intéressés à mener des recherches en Suisse étant donné nos infrastructures et capacités d'innovation. Le gouvernement ivoirien porte d'ailleurs beaucoup d'intérêt aux systèmes d'éducation et de formation professionnelle suisses. L'octroi des bourses d'excellence de la Confédération, les programmes bilatéraux et régionaux développés par plusieurs universités suisses, tels que l'EPFL et le Swiss TPH, la renommée du Centre Suisse de la Recherche Scientifique (CSRS) ainsi que d'autres partenariats entre hautes écoles suisses et ivoiriennes contribuent à donner une image de relief à la Suisse. Concernant la formation professionnelle, un projet de formation des formateurs ivoiriens en menuiserie a été développé entre l'école jurassienne du bois et le Ministre de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Structure de l'économie du pays hôte

	2020	2021	2022	2023
Répartition du PIB*				
Secteur primaire	18.8%	17.5%	16.7%	15.2%
Secteur manufacturier	21.0%	20.8%	22.0%	23.1%
Services	38.2%	39.7%	39.6%	40.2%
Secteur non marchand, droits et taxes	22.1%	22.0%	21.6%	21.6%

Répartition de l'emploi**	2015	2022	2023
Secteur primaire	43.5%	45.5%	Pas encore disponible
Secteur manufacturier	12.0%	10.5%	Pas encore disponible
Services	44.5%	44%	Pas encore disponible

Source(s) :

* Bloomfield Investment

**Banque mondiale : Employment by sector

Principales données économiques du pays hôte (données du FMI principalement)

	2021	2022	2023 (est.)	2024 (proj.)
PIB (USD mia)	72.8	72	79.98	86.9
PIB/habitant (USD)	2567	2420	2570	2720
Taux de croissance réel (% du PIB)	7.1	6.9	6.5	7.0
Taux d'inflation (%)	5.6	5.2	4.4	3.8
Taux de chômage (%)	2.7	2.5	2.4	-
Solde budgétaire (% du PIB)	-5	-6.8	-5.2	-4.0
Solde des transactions courantes (% du PIB)	-3.9	-7.7	-6	-3.8
Dettes publiques (% du PIB)	52.1	56	58.1	-
Dettes extérieures, dettes officielles, par débiteur (% du PIB)	30.3	35.1	36	37.7
Service de la dette extérieure (% des exportations)	10.3	12.3	14.8	20.3
Masse monétaire au sens large (% du PIB)	38.3	38.6	38.1	-

Sources :

FMI, Country data

<https://www.imf.org/en/Countries/CIV>

Rapport économique et financier 2023 (publication : octobre 2023) du Ministère de l'économie et des finances

<https://www.dppse.ci/publication-227.html>

FMI, World Economic Outlook (October 2022)

https://www.imf.org/external/datamapper/NGDP_RPCH@WEO/CIV

Partenaires commerciaux du pays hôte pour l'année 2023

Perspective selon le pays hôte

Rang	Pays	Exportations par le pays de résidence (CHF millions)	Part	Var. ¹	Rang	Pays	Importations par le pays de résidence (CHF millions)	Part	Var. ¹
1	Pays-Bas	1 898	11.5 %		1	Chine	2 511	14.8 %	
2	Suisse	1 744	10.6 %		2	Nigéria	2 373	14.0 %	
3	Mali	1 428	8.7 %		3	France	945	5.6 %	
4	Vietnam	819	4.9 %		4	Inde	883	5.2 %	
5	Malaisie	819	4.9 %		5	Etats-Unis	661	3.9 %	
6	Burkina Faso	712	4.3 %		6	Belgique	582	3.4 %	
7	Chine	698	4.2 %		7	Allemagne	520	3.0 %	
8	Etats-Unis	690	4.2 %		8	Croatie	502	3.0 %	
9	France	604	3.7 %		9	Russie	449	2.7 %	
10	Allemagne	584	3.5 %		-	Suisse	47	0.3 %	
	Total	16 490	100 %			Total	16 920	100 %	

Source : Direction générale des douanes ivoiriennes, Note d'analyse sur le commerce extérieur

¹ Variation par rapport à l'année précédente en %

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et la Côte d'Ivoire (sans métaux précieux)

Période	Importations (CH de CI)		Exportations (CH à CI)	
	Valeur (Mio. CHF)	*Variation +/- %	Valeur (Mio. CHF)	*Variation +/- %
2020	24	-35	50	3
2021	38	57	47	-7
2022	102	168	36	-24
2023	45	-56	46	31

Source : <https://www.gate.ezv.admin.ch/swissimpex/> (Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières)

* Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et la Côte d'Ivoire (avec métaux précieux)

Période	Importations (CH de CI)		Exportations (CH à CI)	
	Valeur (Mio. CHF)	*Variation +/- %	Valeur (Mio. CHF)	*Variation +/- %
2020	826	29	50	3
2021	822	-1	47	-7
2022	1 375	67	36	-24
2023	1 741	27	46	30

Source : <https://www.gate.ezv.admin.ch/swissimpex/> (Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières)

* Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

Structure des importations CH depuis la CI (en Mio. CHF et %)*

Importations	2021	% du tot	2022	% du tot.	2023	% du tot.
Tous produits confondus	822	100,0%	1 379	100,0%	1 744	100,0%
1. Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés . . .	779	94,7%	1 276	92,5%	1 697	97,3%
2. Cacao et ses préparations	11	1,3%	10	0,7%	13	0,8%
3. Fruits comestibles ; écorces d'agrumes ou de melons	5	0,6%	6	0,4%	12	0,7%
4. Graisses et huiles animales, végétales ou d'origine microbienne et produits de leur dissociation ; . . .	14	1,7%	17	1,2%	11	0,6%
5. Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation ; matières bitumineuses; . . .	8	0,9%	68	4,9%	8	0,4%

Source : <https://www.trademap.org/> International Trade Center (ITC)

* De légers écarts avec les valeurs des autres tableaux (par ex. total des importations) peuvent exister à cause des taux de change appliqués par l'institution à la source de l'information

Structure des exportations CH vers la CI (en Mio. CHF et %)*

Exportations	2020	2021	2022	2023
1. Machines, appareils, électronique	21 / 41%	18 / 40%	9 / 27%	16 / 34%
2. Bijouterie, horlogerie, instruments de précision	3 / 6%	5 / 11%	6 / 16%	7 / 16%
3. Produits de parfumerie et préparations cosmétiques	7 / 14%	7 / 14%	7 / 19%	6 / 13%
4. Produits pharmaceutiques	1 / 2%	4 / 9%	4 / 12%	5 / 12%

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

Principaux pays investisseurs dans le pays hôte année : 2021 (derniers chiffres disponibles)

Rang	Pays	IDE (USD, stock)	Part	Variation (stock)	Rang 2020
1	France	2 531	19 %	0.0%	1
2	Canada	1 461	11 %	20%	2
3	Îles Caïmans	820	6 %	70%	9
4	Mauritius	714	5.5 %	7.5 %	5
5	Pays-Bas	689	5.3 %	101.5%	12
6	Maroc	685	5.3 %	-14.5%	4
7	Australie	684	5.3 %	347%	19
8	Royaume-Uni	647	5 %	-34.5%	3
9	Luxembourg	546	4 %	-10%	6
10	Singapour	545	4 %	13.7 %	8
11	Belgique	509	3.9 %	-13%	7
12	Togo	452	3.4 %	57.5%	14
14	Suisse	299	2%	-18.5%	10
	Total	12 924	100 %	7.7%	

Source : <https://www.investmentmap.org/>

<https://data.imf.org/regular.aspx?key=61227424>

Liste des entreprises suisses présentes dans le pays hôte

Sociétés	Lieu (adresse facultative)	Eurocham	Swisscham
Assurances			
1. Saham rep. Zurich Assurances	Abidjan		x
Prestataires de services:			
2. SGS	Abidjan	x	x
3. Cotecna Inspection SA	Abidjan		x
4. MSC (Medlog / TSP transports)	Abidjan / San Pedro		x
5. Dufry	Abidjan		x
6. Cabinet A.C.A.	Abidjan		x
7. Mövenpick Hotel Abidjan	Abidjan		x
8. Bureau Veritas	Abidjan		x
9. Mitrelli	Abidjan		x
10. Crypto AG			x
11. IPS (Industrial Promotion Services) West Africa		x	
Machines et infrastructures:			
12. Bühler SA	Abidjan		x
13. Geberit Gisa Ag	Abidjan		x
14. LafargeHolcim	Abidjan	x	x
15. Sika	Abidjan		x
16. Sisag (Implenia)	Abidjan	x	x
17. Messibat International	Abidjan		x
18. MEDLOG		x	
19. SICTA		x	
20. TLC SA CI		x	
21. Sidaal			x
22. Swiss Construction			x
Chimie et industrie pharmaceutique:			
23. Syngenta	Abidjan		x
24. Roche	Abidjan		x
25. Novartis	Abidjan	x	x
26. Givaudan	Abidjan		x
27. LUZI	Abidjan		x
Alimentation:			
28. Nestlé (Maggi, Nescafé)	Abidjan	x	x
29. Nestlé Centre R&D	Abidjan	x	x
30. Barry Callebaut	Abidjan	x	x
31. Caboz	Abidjan / Soubré		x
32. Pro Fair Trade	Abidjan		x
33. HPW Fresh and Dry	Bonoua	x	x
34. Lindt	Abidjan		x

35.	Ecom CI	Abidjan		x
36.	SOGB	San Pedro		x
37.	Louis Dreyfus Company		x	
38.	Mondelez	Abidjan		x
39.	Swiss Tropical Fruit			x
Industrie (gén.):				
40.	Oryx Gaz	Abidjan	x	x
41.	ABB Technologies C.I	Abidjan		x
42.	Groupe EU Technology	Abidjan		x
43.	BGN SA	Abidjan		
Textile/mode				
44.	Bandama Clothing	Abidjan		